

Date de dépôt : 18 juillet 2019

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'application de la législation relative aux archives publiques pour l'année 2018

Mesdames et
Messieurs les députés,

En application de l'article 59, lettre d, de la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD – A 2 08), le Conseil d'Etat dépose son rapport annuel sur l'application de la législation relative aux archives publiques (LArch – B 2 15). La commission consultative en matière de protection des données, de transparence et d'archives publiques a pour attribution de prendre position sur ledit rapport.

Ce dernier relate de manière exhaustive les activités, les résultats et les projets des Archives d'Etat de Genève chargées d'appliquer et de faire appliquer la LArch, ainsi que les conditions dans lesquelles ce mandat est respecté. Il mentionne également les perspectives du service que sont la mise en valeur des fonds, la numérisation des grandes séries d'archives et la mise en production du projet d'archivage des données numériques.

Ce rapport mentionne encore la situation préoccupante dans laquelle se trouve le patrimoine archivistique de la République et canton de Genève, tant au niveau de la sécurité que des conditions de conservation.

Ce document s'inscrit dans la continuité des rapports sur les Archives d'Etat produits dès la première moitié du XIX^e siècle.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI

Le président :
Antonio HODGERS

Annexe :
Rapport annuel 2018 des Archives d'Etat

RAPPORT ANNUEL 2018 DES ARCHIVES D'ÉTAT

1. Introduction

L'année 2018 fut incontestablement marquée par les travaux préparatoires dédiés à la réalisation d'un nouvel Hôtel des archives. En mars, un jury pluridisciplinaire et international a désigné le lauréat du concours d'architecture ouvert à l'automne 2017. Cette étape franchie, les différents acteurs du projet ont dès lors travaillé ensemble afin de déposer un dossier de demande d'autorisation de construire en décembre 2018. Il a donc fallu réunir les compétences et les ressources des uns et des autres pour atteindre cet objectif fixé dans l'agenda initial. Le respect de ce dernier est l'une des conditions de réussite puisque le donateur privé qui participe au financement des travaux a demandé que ces derniers débutent au plus tard en décembre 2020. En outre, il convient de rappeler que la situation actuelle des locaux occupés par les AEG, qui a souvent été décrite par le passé, ne saurait perdurer encore des années, puisqu'elle a été identifiée comme étant un risque majeur par le Conseil d'État.

Afin de rendre possible le déménagement des 30 kilomètres linéaires d'archives, le programme de reconditionnement des fonds s'est poursuivi. Il mobilise fortement les ressources internes du service. À la fin 2018, 500 mètres linéaires ont déjà été reconditionnés sur les 2 500 identifiés, ce traitement garantissant la préservation de ces archives sur le long terme. Dans le même ordre, quelque 3 000 mètres linéaires d'articles ont été étiquetés ou ré-étiquetés sur les 8 000 qui le nécessitent.

Dans le domaine des prestations destinées directement aux citoyens, les AEG ont continué, comme les années précédentes, à répondre aux demandes de renseignements formulées par d'anciens enfants placés à des fins d'assistance. À ce jour, elles ont reconstitué le parcours de plus de 300 personnes concernées. Les AEG ont transmis les copies des pièces réunies grâce à leurs enquêtes, pièces issues de différents services de l'administration, du Pouvoir judiciaire, mais aussi parfois de fonds d'archives privées. En collaboration avec les assistants du centre LAVI (loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions), les AEG ont également reçu les personnes qui le souhaitaient pour leur expliquer le contenu des documents. Cette prestation a principalement permis à ces anciens enfants placés de reconstituer une partie de leur passé, mais aussi de déposer des demandes auprès de l'administration fédérale afin d'obtenir la contribution de solidarité telle que définie par la loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCFA).

Parmi les différentes entrées d'archives, il faut relever le dépôt des archives de la *Holy Trinity Church*, paroisse anglicane de Genève. Ces documents constituent un témoignage unique de la présence et de l'activité de la communauté anglaise à Genève depuis le début du XIX^e siècle. Cet exemple d'archives dites privées démontre que les AEG accueillent également des fonds issus de la société civile, comme la loi sur les archives publiques (LArch) leur en donne mission.

Dans le domaine de la valorisation du patrimoine, enfin, l'exposition intitulée *Louis Dumur, un enfant des Tranchées* a été le fruit d'une collaboration entre la Société Louis Dumur et les AEG. Présentant des pièces inédites encore en mains privées, cette exposition sur l'auteur genevois (1863-1933) est le troisième relais culturel autour de cet ancien directeur du *Mercur de France*, après une exposition à la Bibliothèque Carnegie de Reims et une autre aux Archives cantonales vaudoises qui lui ont été consacrées. Ainsi, les AEG s'inscrivent dans un réseau d'institutions non seulement suisses, mais aussi européennes.

2. **Projet d'un bâtiment dédié aux Archives d'État**

Le 8 août 2017, un concours international sur candidature était ouvert pour l'installation des AEG sur le site de l'ancienne caserne de Plainpalais (13, rue de l'École-de-Médecine). Onze candidats ont été retenus. Sous la présidence de Jordi Garcés, architecte à Barcelone, le jury composé d'une vingtaine de personnes aux compétences multiples a désigné le lauréat le 2 mars 2018. Il s'agit du projet *Tityre* proposé par PONT12 ARCHITECTES SA, de Chavannes-près-Renens (VD), les ingénieurs EDMS à Lancy (GE) et les architectes paysagistes de L'Atelier du Paysage à Lausanne (VD). Conformément au programme, les critères d'appréciation étaient les suivants :

- respect et compréhension du programme;
- pertinence de l'organisation aux différentes échelles du projet;
- fonctionnement général et qualité spatiale de la proposition;
- intégration urbaine de la proposition;
- valorisation du patrimoine existant;
- qualité de l'espace paysager;
- rationalité économique (construction et coût du cycle de vie).

Le concours piloté par MIDarchitecture (GE), en qualité d'assistant à la maîtrise d'ouvrage (AMO), a fait l'objet d'un rapport de jury¹ publié le 26 mars, disponible aux AEG.

Dès le mois de mars, l'office cantonal des bâtiments (OCBA), les AEG et les lauréats ont travaillé ensemble afin d'établir un programme définitif. Ils ont été accompagnés dans cette démarche par Andrea Giovannini, conseiller en conservation de biens culturels écrits, dont les compétences sont internationalement reconnues. Le programme s'est ainsi affiné au cours des mois durant lesquels l'OCBA et les partenaires ont consulté l'ensemble des services de l'administration qui seront amenés à se prononcer sur la demande d'autorisation de construire. Des séances d'information ont été organisées à l'intention de plusieurs associations du quartier concerné, mais aussi à celle des organisations sensibles au respect du patrimoine bâti.

Il convient de rappeler que le projet offre une affectation patrimoniale à un bâtiment classé, soit l'aile subsistante de la caserne de Plainpalais construite en 1876 par l'architecte genevois John Camoletti (1848-1894). Ce dernier réalisa également d'autres édifices représentatifs de son époque, soit par exemple l'Hôtel des Postes à la rue du Mont-Blanc (1889) ou le Victoria Hall (1893). En outre, ce projet transformera le parking actuellement bitumé et réservé à un usage exclusivement militaire en un espace fortement arborisé et ouvert au public. Le quartier densément peuplé bénéficiera ainsi d'un poumon vert supplémentaire. Enfin, la présence de la Compagnie de 1602 dans le bâtiment historique une fois rénové est assurée, puisqu'il est nécessaire de lui offrir un point de départ au centre-ville pour le cortège historique dont Genève bénéficie chaque année à l'heure de l'Escalade.

Les contraintes liées à la proximité de l'Arve ont naturellement fait l'objet de la plus grande attention de la part des architectes et des ingénieurs. Ils ont développé des solutions techniques afin de répondre à la réalité de l'environnement du quartier, qui est connue et identifiée. Leurs travaux continueront en 2019.

Le comité scientifique qui a accompagné le projet en amont s'est réuni le 5 novembre pour prendre connaissance de l'avancement des travaux et faire part de son expertise sur le programme.

Enfin, un rapport sur l'équipement de l'atelier de restauration a été demandé à A. Giovannini, pour que l'évaluation des besoins soit précisément définie. Il a été réalisé grâce à une étroite collaboration entre le spécialiste et les restaurateurs travaillant dans l'atelier actuel.

¹ Concours de projets SIA 142 pour une équipe pluridisciplinaire (architecte, ingénieur civil et architecte-paysagiste), Nouvel Hôtel des archives, rapport du jury, Genève, 2018.

À la fin de l'année, le dossier de demande d'autorisation de construire était prêt et déposé. En 2019, il s'agira de préparer le projet de loi demandant au Grand Conseil de voter un crédit d'investissement pour la réalisation du nouvel Hôtel des archives.

3. Bâtiments et sécurité

3.1. Ancien Arsenal

Suite à de nombreuses alarmes provoquées par des coupures de lignes, la centrale incendie a été remplacée par une nouvelle installation. Un nouveau modèle de détection « intrusion » a également été installé.

Une porte a été mise en place afin de séparer l'espace public des dépôts. Seuls les employés du service ont dorénavant accès à la partie bureaux des étages supérieurs ainsi qu'aux dépôts.

La porte en fer forgé donnant accès à la cour intérieure a été entièrement refaite. Cette porte répond maintenant aux normes relatives aux issues de secours.

3.2. Soleil-Levant

Rien à signaler.

3.3. Hôtel-de-Ville

L'ensemble des archives conservées dans ce dépôt a fait l'objet d'un reconditionnement puis a été ventilé dans les différents autres locaux. Ce déménagement anticipait le chantier de rénovation de la salle du Grand Conseil.

3.4. Henri-Fazy

Le salpêtre continue de se développer.

3.5. Terrassière

Le suivi de la nouvelle installation de climatisation a démontré son efficacité. Mis à part quelques réglages mineurs, l'installation est donc fiable, tout en consommant moins d'énergie que la précédente.

3.6. Maraîchers

Le dépôt des Maraîchers a été raccordé au SIS en mars, suite à l'installation d'une détection incendie dans ces locaux.

Plusieurs fuites d'eau ont nécessité une intervention urgente, avec pose de protections, de déshumidificateurs ainsi que ventilation accrue d'une partie des fonds touchés. La réactivité du personnel a évité de devoir faire intervenir des services extérieurs et les dommages subis sont mineurs. Il a été demandé au propriétaire de faire procéder à une révision des tuyaux d'écoulement

d'eau ainsi qu'à la condamnation de ceux dont les circuits ne sont plus en activité.

La gouttière permettant de récupérer l'eau s'infiltrant par le joint de dilatation du parking en surface a été remplacée.

Il a été demandé une remise en état du tableau électrique vétuste, une partie des éclairages ne fonctionnant plus. Les travaux de remise en état n'ont pas encore été effectués.

3.7. Acacias

Rien à signaler.

3.8. Sécurité

L'ensemble des installations d'alarmes a été révisé dans le cadre des contrôles annuels.

4. Conseil aux services de l'administration en matière de records management et d'archivage

4.1. Groupe de coordination de l'archivage

Le groupe de coordination de l'archivage, composé d'une quarantaine de représentants d'institutions d'archives publiques, tant cantonales que communales, ainsi que de deux membres de l'OCSIN, s'est réuni à deux reprises, les 19 mars et 18 juin. Le groupe de coordination a bénéficié d'une présentation par M. Nicholas Niggli, directeur général du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG-DERI, DS), des objectifs et actions de l'État en matière de recherche et d'innovation.

Le 18 juin, Nelly Cauliez, conservatrice responsable de l'unité Régie, Bibliothèque de Genève (VG), Michael Strobino, responsable Office protection civile & Protection des biens culturels, SIS, ORPC (VG), et Alexandre Boder, chef du domaine Protection des biens culturels, Protection civile, ORPC (VG), ont présenté le concept PBC (Protection des biens culturels) au Groupe de coordination de l'archivage. Dans le sillage de cette séance, un sous-groupe PBC ayant les objectifs suivants a été créé au cours de l'été :

- établir et communiquer au sein des départements de l'État et des institutions membres la pyramide d'appel en cas de sinistre dans un local d'archives;
- déterminer les responsabilités des différents acteurs concernés par un sinistre dans un local d'archives;

- établir la liste des documents à sauver en priorité au sein de chaque département et institution.

Le sous-groupe s'est réuni à trois reprises au cours de l'automne afin de pouvoir présenter un premier modèle de plan d'intervention aux membres du Groupe de coordination de l'archivage au cours du premier semestre 2019.

4.2. Groupe *records management* - archives définitives

Le groupe de travail « groupe gouvernance e-doc » est composé de représentants des AEG, des archivistes de départements et de l'office cantonal des systèmes d'information et du numérique (OCSIN), et présidé par l'archiviste d'État adjointe. Ce groupe a terminé la refonte du guide *Gestion des messages électroniques et instantanés au sein de l'administration cantonale*, qui a été diffusé au sein de l'administration, et a participé au projet de migration des systèmes de fichiers MiSeFi.

4.3. Services visités et instructions données

Les AEG ont accompli leurs tâches de surveillance de la constitution des fonds d'archives auprès des services de l'administration, des institutions publiques et des communes en collaborant notamment avec les archivistes des départements et autres entités. Elles ont participé ainsi aux projets touchant la dématérialisation des processus administratifs, validé des calendriers de conservation, autorisé des destructions et organisé des versements. Les services cités dans l'annexe 1 ont bénéficié de ces prestations.

5. Commission consultative en matière de protection des données, de transparence et d'archives publiques (CCPDTA)

La commission s'est réunie régulièrement une fois par mois, excepté durant les périodes de vacances. Elle s'est saisie de divers sujets, en particulier en lien avec la problématique de la protection des données. La collaboration entre l'archiviste d'État et le préposé à la protection des données et son adjointe s'est poursuivie de manière étroite, permettant de répondre à des questions issues de diverses entités des administrations cantonales et communales. La composition de la commission a été renouvelée en fin d'année.

6. Expositions et publications

6.1. Expositions

L'exposition *Côté chaire, côté rue. La Réforme à Genève 1517-1616*, inaugurée le 3 avril 2017, a présenté l'impact de la Réforme sur la vie quotidienne des Genevois, dans le contexte du 500^e anniversaire de la

Réforme luthérienne (1517). Elle a donné lieu à 2 visites guidées pour 22 participants et a pris fin le 1^{er} mars.

Cette exposition a été ensuite condensée en 17 panneaux, affichés du 17 mai au 30 juin aux Bains des Pâquis sous le titre *Rendre la Réforme aux Genevois* et a donné lieu à 4 visites guidées pour 50 participants sur la jetée des Bains.

L'exposition *Genève à cœur et à cri. Louis Dumur, un enfant des Tranchées* s'est déroulée du 28 mars 2018 au 5 janvier 2019, puis a été prolongée jusqu'au 15 février 2019. Troisième volet après Reims et Chavannes-près-Renens d'une série d'expositions consacrées à l'écrivain genevois Louis Dumur, elle a été enrichie d'interventions originales du graphiste Nicolas Robel. Louis Dumur a suscité curiosité et intérêt, ce dont témoignent un article de presse, deux émissions radiophoniques, six visites guidées (95 participants) et la réédition de trois de ses œuvres. Nicolas Robel lui a consacré enfin un livret largement illustré, dont la parution est prévue en 2019.

6.2. Événements

Les AEG ont organisé le 23 mars, dans le cadre du festival *Histoire et Cité*, une table ronde intitulée *Le rêve numérique face aux sources archivistiques*, lors de laquelle les questions suivantes ont été abordées : comment mettre en œuvre les beaux principes d'accès aux documents que défendent les institutions d'archives ? Quelles sont les ressources à disposition ? Que faire avec la masse des images numérisées ? Il s'agissait de questionner l'écart entre les perspectives offertes par le progrès numérique et la réalité matérielle des centres d'archives.

Les intervenants suivants ont pris la parole : Jacques Berchtold (directeur de la Fondation Bodmer), Pierre Flückiger (archiviste d'État), François Grey (professeur à l'Université de Genève), Lorenzo Tomasin (professeur à l'Université de Lausanne), sous la modération d'Enrico Natale (directeur d'Infoclio.ch).

Les AEG ont invité le 26 juin les membres du comité de gestion et des comités des sections de l'Institut national genevois (INGE) dans les locaux de la Terrassière pour remercier cette société du don de ses archives historiques.

Les AEG ont par ailleurs organisé les *Journées européennes du patrimoine* autour du thème « Sans frontières ». Dans un premier temps, Françoise Dubosson et François Jacob ont présenté, dans le cadre de l'exposition dédiée à Louis Dumur, la destinée des œuvres de cet écrivain genevois et leur circulation au-delà des frontières.

Dans un second temps, la parole a été donnée à Ruth Fivaz-Silbermann qui, en relation avec les fonds concernant les réfugiés de la Seconde Guerre mondiale déposés aux AEG, a mis en lumière la question des refoulements à la frontière genevoise, tout en présentant divers parcours et destinées.

Lors de cette journée du 1^{er} septembre, pas moins de 89 personnes ont assisté aux différentes visites et présentations qui se sont déroulées à l'Ancien Arsenal.

6.3. Publications

N. Brodard, « Les archives communales, un élément essentiel de la bonne gouvernance dans les communes », dans *Info communes, le bulletin des communes*, 2018/1, p. 3-4.

S. Coram-Mekkey, « Le Psautier de Genève », dans *Recueil de l'Escalade 1602-2018*, Genève, 2018, p. 5-15.

E. Ducry en collaboration avec A. Hug, « Archivage des dossiers médicaux électroniques dans le canton de Genève », dans *Arbido*, 2018/2 et « Archivage des dossiers médicaux électroniques », dans *Archimago*, n° 319.

V. Probst Noir, « Gustave Revilliod : les archives », dans l'ouvrage collectif *Gustave Revilliod (1817-1890) : un homme ouvert au monde*, 5 Continents Édition, 2018.

G. Grosse, A. Dunant Gonzenbach, N. Fornerod, D. Solfaroli Camillocci, S. Vernhes Rappaz, *Côté chaire, côté rue. L'impact de la Réforme sur la vie quotidienne à Genève (1517-1617)*, La Baconnière, 2018.

Cet ouvrage accompagnant l'exposition a été présenté le 26 septembre à la librairie Payot lors d'une table ronde organisée par « Les Cafés de l'histoire » et la librairie.

Le tome VII en deux volumes, année 1542, des *Registres du Conseil à l'époque de Calvin* a paru à la fin de l'année. Publié sous la direction des AEG, le texte a été établi et annoté par S. Coram-Mekkey, C. Chazalon, A. Isoz, C. Santschi, S. Vernhes Rappaz et S. Rizzo, avec une préface à la signature de M. François Longchamp, président du Conseil d'État.

7. Réalisations et projets

7.1. Réalisations

7.1.1. Préparation au déménagement des fonds

Les opérations de reconditionnement et de déménagement entamées à l'automne 2017 dans nos locaux rue de l'Hôtel-de-Ville 2 se sont terminées fin février 2018. Les quelque 600 mètres linéaires de documents concernés

ont été déménagés après avoir été en partie reconditionnés et réétiquetés. Les armoires roulantes équipant ces locaux ont par la suite été démontées avant d'être réinstallées dans notre local de la rue des Maraîchers.

L'ensemble représente 1 200 heures de travail partagées entre le personnel du service et les intervenants extérieurs (entreprises de déménagement et de montage/démontage des armoires roulantes). Les archives quittent ainsi définitivement les locaux de l'Hôtel de Ville, coupant un lien remontant au XV^e siècle.

Ces travaux préparatoires en vue d'un déménagement de masse mobilisant l'ensemble du personnel se sont par la suite poursuivis dans nos locaux des Maraîchers et de la rue du Soleil-Levant. Quelque 2 500 mètres linéaires de documents ont été réétiquetés et 400 mètres reconditionnés dans des contenants plus adaptés. Ces interventions nécessitent une organisation logistique ainsi qu'un investissement financier et en temps de travail qui ne sont pas anodins pour le personnel et le service. Ces opérations se poursuivront au cours des prochaines années.

7.2. Projets

Les AEG ont décidé de faire un bilan de la formation de deux jours proposée aux collaborateurs de l'administration depuis plusieurs années et de l'adapter, notamment en la groupant avec le cours « *Records management* » qui était proposé en sus. Un *e-learning* d'introduction à ce cours de deux jours sera proposé.

8. Archivage électronique

8.1. Gal@tae

Les projets d'archivage électronique menés avec les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) ont abouti à une solution fonctionnelle de bout en bout. Vingt-six paquets numériques concernant les années 2004-2006 ont ainsi pu être récupérés.

Les études et évaluations du système d'archivage électronique actuel ont désormais pour objectif de mettre en place une nouvelle génération d'outils, plus automatisés et plus adaptés à la masse de données produites par la cyberadministration, dont la réalité se fait chaque jour un peu plus concrète.

Les multiples contacts menés par le personnel des AEG au sein des services concernant la mise en place de nouveaux systèmes d'information montrent en effet que la quantité de données produite va exploser dans la décennie à venir. Les archives doivent par conséquent s'y préparer en capitalisant sur ce qui a déjà été réalisé pour évoluer vers des solutions plus souples, plus facilement adaptables et au final plus en phase avec la réalité

toujours en évolution de l'informatique. Cette situation nous contraint à percevoir les projets aboutis comme des étapes et non comme des solutions définitives.

Ainsi, un mandat a été confié à l'entreprise *Docuteam*. Il a pour objectif une étude de la chaîne d'archivage électronique telle qu'elle existe aujourd'hui afin de fournir un bilan de l'existant, une documentation complète des processus actuels et l'établissement de recommandations pour une nouvelle génération d'outils impliquant un changement d'échelle et une automatisation des processus.

À cette fin, une série d'entretiens ont été conduits en septembre et octobre pour passer en revue les trois processus distincts de versements de SIP actuellement en production aux AEG. Les opérations et les paramètres de chaque étape ont été détaillés sous la forme d'une documentation uniformisée. Les informations annexes telles qu'identifiants de connexion, tutoriaux et exemples didactiques ont été passées en revue, mais pas intégrées pour ne pas alourdir la description des processus ou limiter l'audience de ce document de référence. La documentation a été rédigée de manière à permettre une standardisation de la gestion de ses versions successives. Une analyse assortie de recommandations complète le document final.

8.2. Collaborations et expertise technique

E. Ducry représente les AEG au sein du *Preservation – Planning – Expertengruppe* assistant le Centre de coordination pour l'archivage à long terme des documents électroniques (CECO) à Berne. Ce groupe intervient notamment pour la mise à jour du catalogue des formats d'archivage mis à disposition par le CECO (<http://kost-ceco.ch/wiki/whelp/Cfa/index.php>).

En collaboration avec les archives cantonales de Fribourg, Neuchâtel et Vaud ainsi qu'avec le personnel du CECO, les AEG ont mené une étude sur l'archivage électronique à long terme des données comptables et financières (ArFin). Cette étude toujours en cours devrait aboutir en 2019.

9. Numérisation

Les AEG ont fait l'acquisition d'un scanner permettant de numériser des documents jusqu'au format A0 (*Zeutschel*, modèle *OS14000 A0 HQ*). Il remplace le scanner A1 (*Bookeye*, modèle *Motor-driven Book Cradle*) acquis en 2005, devenu obsolète. Les AEG disposent désormais d'un atelier de numérisation doté de deux scanners A0.

La campagne de numérisation des registres d'état civil du XVII^e siècle à 1880 s'est poursuivie cette année. Les registres des communes de Chêne-

Thônex, Collonge-Bellerive, Coligny, Compesières, Corsier, Confignon, Dardagny, Genthod, Gy et Hermance ont été entièrement numérisés.

Par ailleurs, le répertoire sur fiches des naissances, mariages et décès des « Communes réunies » (1599-1798) a été entièrement numérisé. Plus de 76 000 fiches sont désormais consultables en ligne par l'intermédiaire de la base de données *Adhëmar*.

Cette année, 114 221 prises de vue ont été réalisées et 375 documents mis en ligne, dont 320 registres d'état civil (pour la liste complète des documents numérisés, voir l'annexe 2). La base de données *Adhëmar* compte actuellement 3 476 documents numérisés, ce qui correspond à 626 520 images.

10. Relations extérieures

10.1. Activités des collaborateurs

L'archiviste d'État a participé aux séances des différentes commissions dont il est membre : commission cantonale de nomenclature, commission consultative en matière de protection des données, de transparence et d'archives publiques; commission du fonds de soutien à l'édition, Conseil académique de la Haute École de gestion (HES-SO // Genève), Conférence suisse des directrices et directeurs d'archives, le 14 novembre à Berne; comité de l'association Histoire et Cité (UNIGE). L'archiviste d'État adjointe a participé aux séances des groupes de travail *records management* de l'Association des archivistes suisses; e-CH sur l'archivage électronique et Archival-linked open data (Alod). Les collaborateurs des AEG ont été actifs dans des groupes de travail cantonaux ou fédéraux.

10.2. Visites et cours

L'archiviste d'État, l'archiviste d'État adjointe et les archivistes ont dispensé de nombreux cours et ont présenté les AEG et/ou l'exposition à plus de 40 groupes, classes et séminaires de l'UNIGE (environ 550 personnes).

23 ateliers pédagogiques (530 élèves du Cycle d'orientation et du Centre de formation professionnelle Art) sur les thèmes de la Réforme, de la sorcellerie et d'« Archives et histoire de Genève » ont été donnés par une historienne indépendante sur mandat du DIP.

11. Ressources humaines

11.1. Collaborateurs réguliers

La dotation en personnel est restée inchangée en 2018.

11.2. Formation

Les collaborateurs du service ont suivi un certain nombre de formations continues et les conférences organisées dans le cadre du Forum des archivistes genevois et de l'Association des archivistes suisses.

12. Gestion des fonds

12.1. Archives administratives

12.1.1. Inventaires achevés

Autorités exécutives

Département du Léman

ADL N 1 à 210 : liasses diverses et reclassement de documents dans la série « Affaires étrangères » (liquidation du Département du Léman), 1798-1814.

Notaires

Les archives du notaire Louis Pictet, soit 100 volumes de minutiers (1938-1968), entrées en 2018, ont été inventoriées (2018/002).

Notaire Rodolphe Burgy : une liasse de 17 testaments publics et de 2 pactes successoraux a été ajoutée au fonds (2018/012).

12.1.2. Inventaires en cours

Autorités judiciaires

Tribunal des baux et loyers – TBL : dossiers de conciliation incluant ceux issus de la nouvelle instance créée en 1972, 1960-1976 (1989 va 9).

Autorités exécutives

Département de l'action sociale et de la santé (DASS)

Maison de Loëx (asile cantonal pour incurables) – Hôpital de Loëx, 1899-1991 (2014 va 7).

Département de la sécurité et de l'économie (DSE)

Secrétariat général du département de justice et police : dossiers d'examens de fin de stage d'avocat en vue de l'obtention du brevet, 1927-1931 (Justice et police Dp); dossiers historiques de la police judiciaire du canton de Genève relatifs à des assassinats, des vols ou encore des escroqueries, 1800-1999 (2011 va 15).

Secrétariat général du département de justice et police et des transports : dossiers matières de la police et de la prison de Saint-Antoine, 1880-1966 (2000 va 25.6).

Service de l'application des peines et mesures – SAPEM : dossiers de détenus/peines terminées, dont dossiers des mineurs condamnés ayant accompli leur peine, 1973-1981 (1992 va 2.1).

Département du Léman

ADL N 211 à 229 : communes classées par ordre alphabétique, 1766-1816.

12.1.3. Inventaires papier saisis dans *Adhémar*

De nombreux inventaires papier ont été saisis dans *Adhémar*, soit comme exercice de prise en main du système par les collaborateurs temporaires, soit lorsque des fonds ont été complétés ou reconditionnés. Cette année, les fonds suivants ont été saisis :

Les papiers Achard, 1772-1916, cotés Archives de famille, 3^e série, Achard (30 documents).

Les papiers Covelle, 1700-1950, cotés Archives de famille, 3^e série, Covelle (54 fiches).

Les grands formats du fonds de l'Exposition nationale de 1896, soit les pièces cotées Exposition nationale 63, 64, 66 et 67 (929 documents).

Fédération cantonale du costume genevois, fonds coté Archives privées 219 (8 fiches ajoutées).

Les plans cotés Archives hospitalières Ee (1800-1977) (321 documents).

Les registres des publications du Registre du Conseil, cotés R. Publ. (14 fiches ajoutées).

Les papiers d'Ellen Reibold de la Tour, 1882-1983, cotés Archives privées 1 (99 documents).

Les papiers Jean-Frédéric Rouillier, cotés Archives privées 175 (6 fiches ajoutées).

Famille Weber-Raymond, 1840-1841, fonds coté Archives privées 64.

12.2. Archives privées

12.2.1. Inventaires achevés

Papiers relatifs aux armoiries (Archives privées 523).

Dossier Bellot (Archives privées 504).

Jean-Jaques et Jaques Bonnet (Archives privées 539).

Bureau arts de la scène des indépendants suisses, 1984-2019 (Archives privées 543).

Papiers Edmond Chenevière (Archives privées 531).

- Papiers de famille De Villettes (Archives privées 519).
- Église évangélique libre de Genève – Commission des XVI et évangélisation populaire (Eglise El).
- Papiers Fol (Archives privées 529).
- Papiers Frédéric Gardy (Archives privées 505).
- Papiers Gay (Archives privées 527).
- Photo Genève (Archives privées 549).
- Papiers Guignard (Archives privées 537).
- Papiers Hess (Archives privées 526).
- Papiers concernant l'immeuble rue du Rhône 38 (Archives privées 508).
- Paroisse protestante de Cologny (Eglises Cd).
- Famille Privat (Archives privées 542).
- Pièces concernant le Refuge italien (Archives privées 503).
- Pièces concernant les révolutions genevoises (Archives privées 535).
- Papiers Horace et Ernest Rilliet (Archives privées 509).
- Papiers Sulzer Infra Romandie (Archives privées 521).
- Tribunal arbitral chargé de la délimitation du plateau continental entre la France et le Royaume-Uni (Archives privées 511).
- Tribunal arbitral entre l'État grec et la Société d'électricité d'Athènes et du Pirée S.A., la Société générale hellénique S.A. et la Société électrique de transports S.A. (Archives privées 528).
- Union internationale de secours aux enfants, UISE-UIPE : relations avec d'autres associations internationales, 1919-1981 (série 6205) ; publications de l'UIPE, 1920-1985 (série 6268) et publications d'autres associations, 1895-1954 (série 6273) (Archives privées 92).
- Papiers Vignier-Sordet (Archives privées 536).
- Papiers de famille Vuagnat (Archives privées 518).
- Photo Zurcher (Archives privées 500).
- 12.2.2. Inventaires en cours**
- Paroisse protestante de Vandoeuvres (Eglises Ch).
- Unia : Association des commis de Genève (A.C.G.), 1869-2000 (Archives privées 396).

13. Recherches

801 demandes écrites ont été adressées aux AEG, pour lesquelles les recherches suivantes ont donné un résultat notable :

Sources (y compris iconographie)

L'architecte François Cuenot et le port de Bellerive – Imprimerie Barbezat – Ligne de défense de la Versoix durant la Seconde Guerre mondiale – Musée Marie à l'avenue Wendt – Pâtisserie Hautlé, place du Bourg-de-Four 21 – Plan de Genève par P. Martel, 1744-1766.

Archéologie, topographie, toponymie, bâtiments

Bâtiments de Parker-Lucifer à Carouge – Bistrot du Boucher, avenue Pictet-de Rochement 15 – Café de la Brosse, rue de la Cité 29 – Centre commercial du Lignon – Domaine des Granges et dépendances – Église de Chêne-Bourg – Gendarmerie du Bourg-de-Four – Plans et coupes de la fonderie Kugler – Square du Mont-Blanc – Travaux de canalisation de la Seymaz entre 1915 et 1925.

Histoire générale

Brasseries et entreprises de brassage de la bière à Genève au XIX^e siècle – Cé qu'é lainô – Citoyens suisses dans la Légion étrangère pendant la Première Guerre mondiale – Conférence d'Évian de 1938 – Films sur les Archives d'État en 1966 et 1980 – Réfugiés grecs à Genève en 1823 – Ressortissants genevois dans les camps de concentration.

Biographies

René ABRIEL (1899-1966), ouvrier – Jérôme COMMELIN (1574-1578), imprimeur – André HALTER (1935-?), photographe – Nicholas HILLIARD (~1547-1619), peintre – Enrico DI MAZZEI (1894-1958), chanteur d'opéra – Indira NEHRU GANDHI (1917-1984), femme d'État – Arnold SCHWEITZER (1885-1947), fondateur de la maison Caran d'Ache – Michel SOUTZO (1784-1864), prince de Moldavie – Ulysse VAUTHIER (1893-1987), dentiste – Eduardo VERCELLI (1935-1993), pianiste – Charles Duane WILLIAMS (1860-1912), avocat.

Demandes concernant les enfants placés de force et autres victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance : 101

Une procédure spécifique a été mise en place dès 2014 afin que toute personne puisse si elle le souhaite consulter les pièces la concernant auprès des AEG et prendre conseil auprès des psychologues du Centre LAVI pour être soutenue dans l'ensemble de ses démarches. Pour chaque demande, les AEG sont amenées à effectuer une enquête pour reconstituer le parcours des

personnes placées, en recourant à différents fonds d'archives (Pouvoir judiciaire, Tuteur général, archives privées, etc.)

Demandes concernant des réfugiés : 9

Demandes de copies diverses : 142

Droits de pratique, brevets d'avocat et diplômes de notaire : 0

Successions et recherches d'héritiers : 22

14. Bibliothèque

Les livres anciens (publiés avant 1800) et/ou précieux à sauver en priorité en cas de catastrophe ont été sélectionnés et rassemblés. Ils représentent environ 28 mètres linéaires et devront encore être étiquetés.

Plusieurs réunions d'information et tables rondes ont eu lieu concernant la dissolution du réseau RERO en 2020 et ses conséquences, ainsi que la préparation d'une éventuelle adhésion à SLSP (Swiss Library Service Platform), la plateforme de services qui remplacera le réseau.

RERO : 616 notices bibliographiques créées
 1 148 raccrochages à des notices bibliographiques existantes
 225 notices bibliographiques indexées
 2 387 notices d'exemplaire (livres, brochures ou articles)
 103 notices de collection (périodiques ou collections)

Prêt interurbain : 14 prêts ou envois de photocopies, 1 emprunt

Reliure : 253 volumes

Achats : 126 volumes et brochures

Abonnements, cotisations, ordres permanents : 60 titres de périodiques reçus par abonnement ou cotisation, 19 grâce à des dons, 15 suites ou collections.

15. Site internet

Vingt événements suivants ont été annoncés dans la rubrique « Actualités ».

Les documents suivants ont été ajoutés ou ont remplacé d'anciennes versions :

- Rapport annuel 2017 des AEG.
- Guide des bonnes pratiques en matière de gestion des messages électroniques et instantanés.

- Guide des bonnes pratiques en matière de gestion des messages électroniques et instantanés (résumé).
- Marche à suivre pour le versement d'archives aux AEG, version juin 2018.
- Listes trimestrielles de nouvelles acquisitions de la bibliothèque.

Enfin, les pages d'informations pratiques sont régulièrement mises à jour.

Le site compte 626 pages.

(Voir les statistiques de consultation en annexe 3.2.)

Newsletter :

18 messages ont été envoyés aux 1 060 personnes inscrites en salle de lecture ou sur le site internet pour recevoir des informations sur les activités des AEG.

16. Systèmes d'information

16.1 Base de données de consultation *Adhémor*

Fin 2018, 135 327 descriptions de documents ainsi que 3 476 documents numérisés étaient consultables en ligne.

La base de données a été visitée en moyenne 2 526 fois par mois par 946 visiteurs uniques; 1 583 292 pages ont été consultées, dont 1 233 454 images. Les internautes sont en moyenne connectés 18 minutes et consultent 52 pages par session.

16.2 Base de données métier

Les bases de données métier et internet ont été migrées fin août – ce qui a engendré de nombreuses difficultés, non encore entièrement résolues, d'accès à la base de données métier. Sur la base de données métier, la gestion des images a été modifiée afin d'augmenter le niveau de sécurité; un champ OCA a été ajouté à la table « Règles »; la génération d'inventaires depuis la base de données métier dans un document Word a été simplifiée. Sur la base de données internet, les icônes permettant de zoomer ont été adaptées; le *viewer* de l'interface « salles », obsolète, a été supprimé.

La base AEG s'est enrichie notamment de 27 fiches décrivant des organismes producteurs d'archives, de 54 fiches de séries d'archives et de 2 682 fiches de description de documents.

Statistiques de la base de données métier (Basis)

(état au 15 décembre 2018)

Tables	15 décembre 2018	Nouveaux
Organismes créateurs d'archives	7 200	+ 27
Séries	6 213	+ 54
Documents	169 709	+ 2 682
Contenus	17 641	-
Entrées (versements)	5 470	+ 79
Destructions	384	+ 45
Plans annexés aux lois	686	+ 10
Journal des entrées	11 266	+ 929

16.3 Médiation numérique

Pour favoriser une meilleure utilisation des outils de travail à disposition et un accès facilité aux informations adéquates, les AEG proposent un module de médiation numérique. Cette formation est systématiquement donnée lors des séances de présentation des AEG destinées aux séminaires universitaires. Un accent est mis sur la recherche dans la base de données *Adhémara* et la consultation optimisée des images numérisées.

16.4. Réseaux sociaux

La page Facebook ainsi que le compte Twitter des AEG annoncent les activités du service (expositions, conférences), relaient les articles de presse relatifs aux AEG et présentent des documents en lien avec l'actualité (Escalade, Noël, etc.). Des statuts plus spontanés présentent des documents particulièrement originaux. Après quatre années de présence sur les réseaux sociaux, les AEG ont souhaité faire le point sur leur stratégie et l'adapter. Elles ont ainsi été mandantes pour un travail de bachelor de la Haute École de gestion (HEG) réalisé par Morgane Kozuchowski, ayant pour titre *Valoriser les institutions patrimoniales sur les réseaux sociaux : recommandations pour les Archives d'État de Genève*.

17. Conservation et restauration

17.1. Documents restaurés

Les restaurateurs ont continué à travailler essentiellement sur les registres de l'Église protestante de Genève (procès-verbaux de la Compagnie des pasteurs et du Consistoire), lesquels couvrent une période allant du XVI^e au XIX^e siècle.

Par ailleurs, la restauration des plans du XVIII^e au début du XX^e siècle s'est poursuivie.

En tout, ce sont 39 registres et 99 plans qui ont été restaurés et/ou reconditionnés.

17.1.1. Registres

État civil

Livre des morts de la ville de Genève, 1562-1563 (E.C. Morts 5) ; 1615-1616 (E.C. Morts 26) ; 1659-1663 (E.C. Morts 38).

Étrangers

Permis de séjour des personnes mariées, 1856 (Etrangers Dg 5 et Etrangers Dg 6).

Pièces historiques

Documents relatifs au maintien et à la donation par le roi de France Henri IV de la souveraineté sur Chancy, Avully et Aire-la-Ville à la République de Genève, les refus de la cour du Parlement de Dijon d'entériner cette donation, les ordres du Roi à cette dernière d'exécuter ses lettres et la commission du Roi pour mettre la République de Genève en possession desdits villages. Concernant Chancy, la République de Genève réclame également et obtient le droit de faire exécuter deux prisonniers condamnés à mort, 1604-1606 (P.H. 2343).

Séances de la Compagnie des pasteurs

Séances de la Compagnie des pasteurs, 1620-1624 (Cp. Past. R 7); 1625-1642 (Cp. Past. R 8); 1683-1687 (Cp. Past. R 15); 1766-1769 (Cp. Past. R 30); 1770-1776 (Cp. Past. R 31); 1851-1861 (Cp. Past. R 49); 1861-1876 (Cp. Past. R 50); 1876-1899 (Cp. Past. R 51); 1894-1924 (Cp. Past. R 52); Index et table des matières par Eugène Pallard de la correspondance adressée à la Compagnie des pasteurs, 1721-1875 (Cp. Past. Ind. 1).

Séances du Consistoire

Séances du Consistoire, 1542-1544 (Consistoire R. 1); 1553-1554 (Consistoire R. 8); 1557-1558 (Consistoire R. 12); 1558 (Consistoire R. 13); 1569 (Consistoire R. 26); 1576-1577 (Consistoire R. 30); 1607 (Consistoire R. 36); 1608 (Consistoire R. 37); 1675-1677 (Consistoire R. 62); 1677-1679 (Consistoire R. 63); 1685-1688 (Consistoire R. 66); 1688-1693 (Consistoire R. 67); 1703-1706 (Consistoire R. 71); 1706-1708 (Consistoire R. 72); 1709-1711 (Consistoire R. 73); 1717-1718 (Consistoire R. 76); 1875-1878 (Consistoire R. 114); 1878-1881 (Consistoire R. 115); 1881-1883 (Consistoire R. 116); 1883-1887 (Consistoire R. 117); 1887-1889 (Consistoire R. 118); 1889-1891 (Consistoire R. 119); 1891-1895 (Consistoire R. 120).

17.1.2. Plans

Archives hospitalières

Plans en provenance de l'Hôpital général, 1700-1800 (54 plans) (Archives hospitalières Ee 9).

Plans pliés

Carte des chemins du territoire des banlieues de Neuve, de Rive, de Chêne et de la Châtellenie de Vandoeuvres, 1792 (1 plan) (P.P. 19).

Plans roulés

Carte muette de la commune de Chancy, [s.d.] (1 plan) (P.R. 26).

Travaux

Quai de l'Arve : quais d'Arve entre le pont des Acacias et le pont de Saint-Georges, [s.d.] (1 plan) (Travaux BB 6.2); Terrains entre la rue du Conseil-Général, le boulevard des Philosophes et le cours des Bastions, 1872 (2 plans) (Travaux BB 15.1); Terrains à vendre sur les fortifications, [s.d.] (3 plans) (Travaux BB 15.2); Terrains entre la Corraterie et le boulevard de Plainpalais, 1874 (1 plan) (Travaux BB 15.3); Plan définitif des parcelles à vendre sur le terrain des fortifications à Plainpalais entre les Tranchées, les Philosophes et le boulevard Jaques-Dalcroze, 1857 (1 plan) (Travaux BB 15.4.1); Plans définitifs des parcelles à vendre sur le terrain des fortifications entre les Terreaux de Chantepoulet et la rue du Mont-Blanc, 1857 (1 plan) (Travaux BB 15.4.2); Plans définitifs des parcelles à vendre sur le terrain des fortifications entre la rue du Mont-Blanc et la rampe des Pâquis, 1857 (3 plans) (Travaux BB 15.5); Parcelles à vendre sur le terrain des fortifications entre la rue de Malagnou et le Cours de Rive, [s.d.] (1 plan) (Travaux BB 15/6); Parcelles à vendre en bordure du Grand Quai, [s.d.] (1 plan) (Travaux BB 15.7); Propriétés de l'État de Genève dans les

communes d'Anières et de Corsier (Charbonnet), 1867 (3 plans) (Travaux BB 15.8); Immeuble rue du Puits-Saint-Pierre 6, Maison Tavel, relevé du 2^e étage, élévations, coupes, 1961 (2 plans) (Travaux BB 17/191); Immeubles quai des Bergues et Hôtel des Bergues, façades, 1850-1941 (6 plans) (Travaux BB 17/193).

Plans concernant les terrains et bâtiments situés dans la ville de Genève, 1823-1929 (18 plans) (Travaux B 12, n° 0 à 17).

17.2. Reconditionnement

En plus des grands travaux de reconditionnement menés en prévision du déménagement de l'institution, quelques séries de documents spécialement anciens ou de grand format ont bénéficié d'un reconditionnement spécifique, comme les actes médiévaux cotés Titres et droits F ou les plans et affiches du fonds de l'Exposition nationale.

17.3. Désacidification

Aucun document n'a été envoyé à l'entreprise Nitrochemie à Wimmis pour traitement cette année. Il a été décidé d'affecter les ressources ainsi dégagées au projet de reconditionnement des fonds en vue du futur déménagement des AEG.

Annexes :

- Annexe 1 : services visités et instructions données*
- Annexe 2 : documents numérisés*
- Annexe 3 : statistiques de la consultation*
- Annexe 4 : versements administratifs*
- Annexe 5 : autorisations de destruction*
- Annexe 6 : entrées de provenance privée*
- Annexe 7 : bibliothèque*

ANNEXES AU RAPPORT DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL SUR L'APPLICATION DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX ARCHIVES PUBLIQUES POUR L'ANNEE 2018 (RD XXX)

ANNEXE 1. SERVICES VISITÉS ET INSTRUCTIONS DONNÉES

AUTORITÉS LÉGISLATIVES

Néant.

AUTORITÉS JUDICIAIRES

Points de situation ponctuels avec la direction de la logistique (archives, bibliothèque), notamment au sujet de l'élaboration des calendriers de conservation par juridiction, de demandes de consultation de minutiers, de procédures et de versements ou destructions.

À noter qu'en 2018, les calendriers de conservation pour les filières administrative, civile, pénale et greffes transversaux ont été entièrement mis à jour et validés par la Commission de gestion du Pouvoir judiciaire et l'archiviste d'État.

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

DÉPARTEMENT PRÉSIDENTIEL (PRE)

Service de surveillance des communes : points de situation avec le service à propos de la nouvelle application de gestion des délibérations communales (ADESCO).

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA FORMATION ET DE LA JEUNESSE (DIP)

Haute École spécialisée de Suisse occidentale, Genève – HES-SO

Haute École d'art et de design – HEAD

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ (DS)

Contacts réguliers avec l'archiviste départemental et l'archiviste de la police, notamment au sujet de l'élaboration des calendriers de conservation, des versements et des destructions.

DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE (DT)

Registre du commerce.

ARCHIVES COMMUNALES

Les mairies suivantes ont été visitées dans le cadre des inspections prévues par la loi sur les archives publiques ou à la demande des mairies : Bernex, Corsier, Gy, Puplinge, Russin, Vandoeuvres et le SIACG pour des questions d'archivage électronique.

Dans le cadre de la mise à jour du calendrier de conservation pour les communes genevoises datant de 2011 et faisant partie intégrante du *Recueil de directives pour*

l'archivage dans les communes genevoises, les AEG ont participé à plusieurs séances de travail avec les archivistes de Bernex, Carouge, Chêne-Bougeries, Cologny, Lancy, Meyrin, Vernier et Ville de Genève.

FONDATEURS ET ÉTABLISSEMENTS DE DROIT PUBLIC

Hospice général.

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS DE DROIT PRIVÉ

Association des amis de l'orgue de cinéma du Collège Claparède.

Chalet du Grütli.

Église catholique romaine.

ANNEXE 2. DOCUMENTS NUMÉRISÉS (liste par cote; voir les explications

p. 16)

Archives privées		
Archives privées 247/I/73		
Archives privées 247/II/2		
Archives privées 247/III/3		
Archives privées 247/III/5		
Archives privées 18.9.7/33		
État civil		
E.C. Collonge-Bellerive 15	E.C. Compesières 8	E.C. Genthod 10
E.C. Collonge-Bellerive 16	E.C. Compesières 9	E.C. Genthod 11
E.C. Collonge-Bellerive 17	E.C. Compesières 10	E.C. Genthod 12
E.C. Collonge-Bellerive 18	E.C. Compesières 11	E.C. Genthod 13
E.C. Collonge-Bellerive 19	E.C. Compesières 12	E.C. Genthod 14
E.C. Collonge-Bellerive 20	E.C. Compesières 13	E.C. Genthod 15
E.C. Collonge-Bellerive 21	E.C. Compesières 14	E.C. Genthod 16
E.C. Collonge-Bellerive 22	E.C. Compesières 18	E.C. Genthod 17
E.C. Collonge-Bellerive 25	E.C. Compesières 6	E.C. Genthod 18
E.C. Collonge-Bellerive 13	E.C. Compesières 15	E.C. Genthod 19
E.C. Collonge-Bellerive 14	E.C. Compesières 16	E.C. Genthod 20
E.C. Collonge-Bellerive 23	E.C. Compesières 17	E.C. Genthod 21
E.C. Collonge-Bellerive 24	E.C. Compesières 19	E.C. Genthod 22
E.C. Collonge-Bellerive 26	E.C. Corsier 1	E.C. Genthod 23
E.C. Collonge-Bellerive 27	E.C. Corsier 2	E.C. Genthod 24
E.C. Collonge-Bellerive 28	E.C. Corsier 3	E.C. Genthod 25
E.C. Collonge-Bellerive 29	E.C. Corsier 3 bis	E.C. Genthod 26
E.C. Collonge-Bellerive 30	E.C. Corsier 4	E.C. Genthod 27
E.C. Collonge-Bellerive 31	E.C. Corsier 5	E.C. Genthod 28
E.C. Collonge-Bellerive 32	E.C. Corsier 6	E.C. Genthod 29
E.C. Collonge-Bellerive 33	E.C. Corsier 7	E.C. Genthod 30
E.C. Collonge-Bellerive 34	E.C. Corsier 8	E.C. Genthod 31
E.C. Collonge-Bellerive 35	E.C. Corsier 9	E.C. Genthod 32
E.C. Collonge-Bellerive 36	E.C. Corsier 10	E.C. Genthod 33
E.C. Chêne-Thônex 4	E.C. Corsier 11	E.C. Genthod 34
E.C. Chêne-Thônex 5	E.C. Corsier 12	E.C. Genthod 35
E.C. Chêne-Thônex 6	E.C. Corsier 13	E.C. Genthod 36
E.C. Chêne-Thônex 7	E.C. Corsier 14	E.C. Genthod 37
E.C. Chêne-Thônex 2	E.C. Corsier 15	E.C. Genthod 38
E.C. Chêne-Thônex 3	E.C. Corsier 16	E.C. Genthod 39
E.C. Chêne-Thônex 8	E.C. Corsier 17	E.C. Genthod 40
E.C. Chêne-Thônex 9	E.C. Corsier 18	E.C. Genthod 41
E.C. Chêne-Thônex 10	E.C. Corsier 19	E.C. Gy 1
E.C. Chêne-Thônex 12	E.C. Corsier 20	E.C. Gy 2
E.C. Chêne-Thônex 14	E.C. Corsier 21	E.C. Gy 3
E.C. Chêne-Thônex 15	E.C. Corsier 22	E.C. Gy 4
E.C. Chêne-Thônex 16	E.C. Corsier 23	E.C. Gy 5
E.C. Chêne-Thônex 17	E.C. Corsier 24	E.C. Gy 6
E.C. Chêne-Thônex 18	E.C. Corsier 25	E.C. Gy 7
E.C. Chêne-Thônex 23	E.C. Corsier 26	E.C. Gy 8
E.C. Chêne-Thônex 24	E.C. Corsier 27	E.C. Gy 9
E.C. Chêne-Thônex 25	E.C. Corsier 28	E.C. Gy 10
E.C. Chêne-Thônex 26	E.C. Corsier 29	E.C. Gy 11
E.C. Registres divers 2	E.C. Corsier 30	E.C. Gy 12

E.C. Chêne-Thônex 11	E.C. Corsier 31	E.C. Gy 13
E.C. Chêne-Thônex 21	E.C. Corsier 32	E.C. Gy 14
E.C. Chêne-Thônex 22	E.C. Corsier 33	E.C. Gy 15
E.C. Chêne-Thônex 27	E.C. Corsier 34	E.C. Gy 16
E.C. Chêne-Thônex 28	E.C. Corsier 35	E.C. Hermance 1
E.C. Chêne-Thônex 30	E.C. Confignon 1	E.C. Hermance 2
E.C. Chêne-Thônex 13	E.C. Confignon 2	E.C. Hermance 3
E.C. Chêne-Thônex 19	E.C. Confignon 3	E.C. Hermance 4
E.C. Chêne-Thônex 20	E.C. Confignon 4	E.C. Hermance 5
E.C. Chêne-Thônex 31	E.C. Confignon 5	E.C. Hermance 6
E.C. Chêne-Thônex 32	E.C. Confignon 6	E.C. Hermance 7
E.C. Chêne-Thônex 33	E.C. Confignon 7	E.C. Hermance 8
E.C. Chêne-Thônex 34	E.C. Confignon 8	E.C. Hermance 9
E.C. Chêne-Thônex 35	E.C. Confignon 9	E.C. Hermance 10
E.C. Chêne-Thônex 36	E.C. Confignon 10	E.C. Hermance 11
E.C. Chêne-Thônex 37	E.C. Confignon 11	E.C. Hermance 12
E.C. Cologny 1	E.C. Confignon 12	E.C. Hermance 13
E.C. Cologny 2	E.C. Confignon 13	E.C. Hermance 14
E.C. Cologny 2 bis	E.C. Confignon 14	E.C. Hermance 15
E.C. Cologny 3	E.C. Confignon 15	E.C. Hermance 16
E.C. Cologny 4	E.C. Dardagny 1	E.C. Hermance 17
E.C. Cologny 5	E.C. Dardagny 2	E.C. Hermance 18
E.C. Cologny 6	E.C. Dardagny 3	E.C. Hermance 19
E.C. Cologny 7	E.C. Dardagny 4	E.C. Hermance 20
E.C. Cologny 8	E.C. Dardagny 5	E.C. Hermance 21
E.C. Cologny 9	E.C. Dardagny 6	E.C. Hermance 22
E.C. Cologny 10	E.C. Dardagny 7	E.C. Hermance 23
E.C. Cologny 11	E.C. Dardagny 8	E.C. Hermance 24
E.C. Cologny 12	E.C. Dardagny 9	E.C. Hermance 25
E.C. Cologny 13	E.C. Dardagny 10	E.C. Hermance 26
E.C. Cologny 14	E.C. Dardagny 11	E.C. Hermance 27
E.C. Cologny 15	E.C. Dardagny 12	E.C. Hermance 28
E.C. Cologny 16	E.C. Dardagny 13	E.C. Hermance 29
E.C. Cologny 17	E.C. Dardagny 14	E.C. Hermance 30
E.C. Cologny 18	E.C. Dardagny 15	E.C. Hermance 31
E.C. Cologny 19	E.C. Dardagny 16	E.C. Jussy 1
E.C. Chêne-Thônex 29	E.C. Dardagny 17	E.C. Jussy 2
E.C. Cologny 20	E.C. Dardagny 18	E.C. Jussy 3
E.C. Cologny 21	E.C. Dardagny 19	E.C. Jussy 4
E.C. Cologny 22	E.C. Dardagny 20	E.C. Jussy 5
E.C. Cologny 23	E.C. Dardagny 21	E.C. Jussy 6
E.C. Cologny 24	E.C. Dardagny 22	E.C. Jussy 7
E.C. Cologny 25	E.C. Dardagny 23	E.C. Jussy 8
E.C. Cologny 26	E.C. Dardagny 24	E.C. Jussy 9
E.C. Cologny 27	E.C. Dardagny 25	E.C. Jussy 10
E.C. Cologny 28	E.C. Dardagny 26	E.C. Jussy 11
E.C. Cologny 29	E.C. Dardagny 27	E.C. Jussy 12
E.C. Cologny 30	E.C. Dardagny 28	E.C. Jussy 13
E.C. Cologny 31	E.C. Dardagny 29	E.C. Jussy 14
E.C. Cologny 32	E.C. Dardagny 30	E.C. Jussy 15
E.C. Cologny 33	E.C. Dardagny 31	E.C. Jussy 16
E.C. Cologny 34	E.C. Dardagny 32	E.C. Jussy 17
E.C. Cologny 35	E.C. Dardagny 34	E.C. Jussy 18
E.C. Cologny 36	E.C. Dardagny 35	E.C. Jussy 19
E.C. Cologny 37	E.C. Genthod 1	E.C. Jussy 20
E.C. Cologny 38	E.C. Genthod 2	E.C. Jussy 21
E.C. Cologny 39	E.C. Genthod 3	E.C. Jussy 22

E.C. Compesières 1	E.C. Genthod 4	E.C. Jussy 23
E.C. Compesières 2	E.C. Genthod 5	E.C. Jussy 24
E.C. Compesières 3	E.C. Genthod 6	E.C. Jussy 25
E.C. Compesières 4	E.C. Genthod 7	E.C. Jussy 26
E.C. Compesières 5	E.C. Genthod 8	E.C. Jussy 27
E.C. Compesières 7	E.C. Genthod 9	

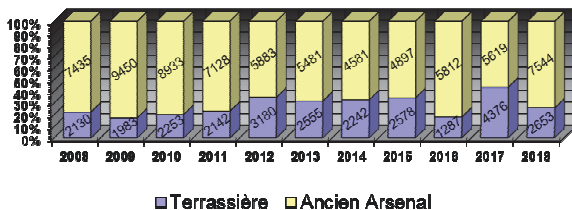
Juridictions civiles	Pièces historiques	Procès criminels
Jur. Civ. F 254	P.H. 374	P.C. 1re série 2587

Secrétariat général du Département de l'économie publique (DEP)	
1986 va 9.88.140	

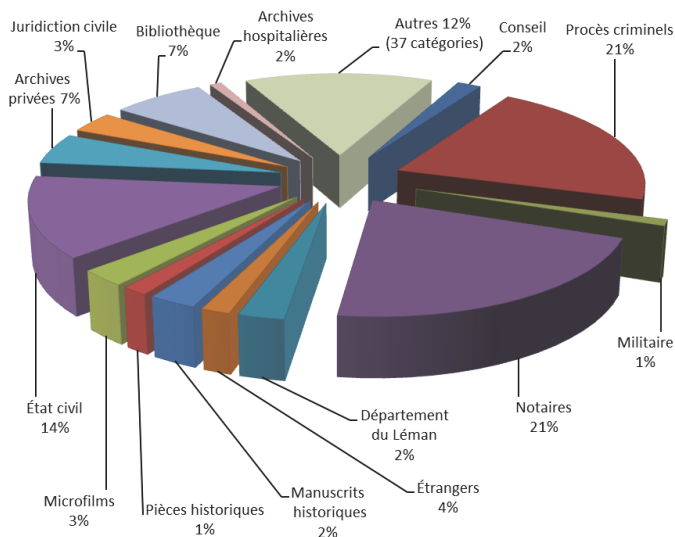
Répertoires d'état civil	Travaux
E.C. rép. 1.87.1	Travaux BB 12.53
E.C. rép. 1.87.2	Travaux BB 12.54
E.C. rép. 1.87.3	Travaux B 2/152
E.C. rép. 1.87.4	Travaux B 12/0
E.C. rép. 1.87.5	Travaux B 12/1
E.C. rép. 1.87.6	Travaux B 12/2
E.C. rép. 1.87.7	Travaux B 12/3
E.C. rép. 1.87.8	Travaux B 12/4
E.C. rép. 2.44.1	Travaux B 12/5
E.C. rép. 2.44.2	Travaux B 12/6
E.C. rép. 2.44.3	Travaux B 12/7
E.C. rép. 2.44.4	Travaux B 12/8
E.C. rép. 3.137.1	Travaux B 12/9
E.C. rép. 3.137.2	Travaux B 12/10
E.C. rép. 3.137.3	Travaux B 12/11
E.C. rép. 3.137.4	Travaux B 12/12
E.C. rép. 3.137.5	Travaux B 12/13
E.C. rép. 3.137.6	Travaux B 12/14
E.C. rép. 3.137.7	Travaux B 12/15
E.C. rép. 3.137.8	Travaux B 12/16
E.C. rép. 3.137.9	Travaux B 12/17
E.C. rép. 3.137.10	
E.C. rép. 3.137.11	
E.C. rép. 3.137.12	
E.C. rép. 3.137.13	

ANNEXE 3. STATISTIQUES DE LA CONSULTATION

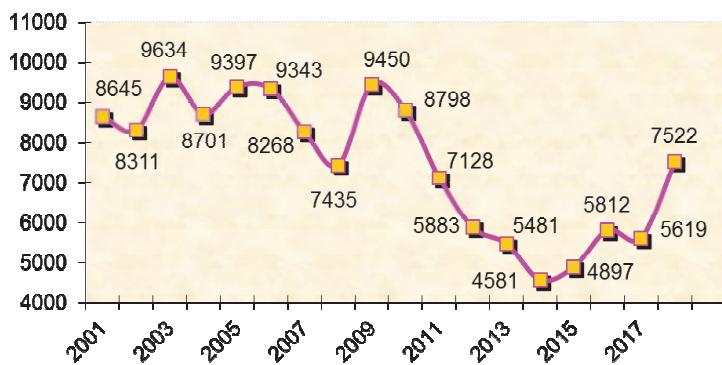
Nombre de documents consultés par salle de lecture



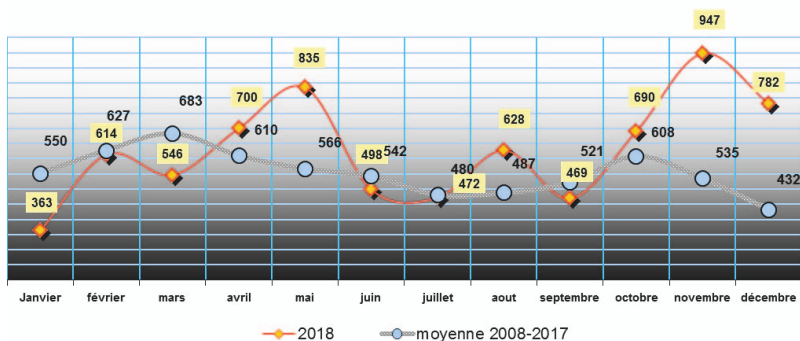
Ancien Arsenal, statistiques par séries consultées



Ancien Arsenal, nombre de documents consultés annuellement



Ancien Arsenal, évolution mensuelle de la consultation



ANNEXE 3.1. CONSULTATION ET RECHERCHES *IN SITU*

Consultation et recherches <i>in situ</i>	Ancien Arsenal	Terrassière	Total
Heures d'ouverture des salles	2 179	592	2 771
Consultants inscrits	490	205	695
Général	383	171	554
État civil	107	34	141
Nombre total de sessions de travail	2 642	584	3 226
Nombre de visiteurs (expositions et visites guidées)	1 011	-	1 011

Documents consultés	Ancien Arsenal	Terrassière	Maraîchers
Archives administratives	6 642	2 420	208
Archives privées	378	233	
Bibliothèque (hors libre-accès)	524		
Total général	10 405		

Type de documents consultés	Ancien Arsenal	Terrassière	Maraîchers
Cadastré		140	
Cartes et plans (y compris autorisations de construire)		839	
Enregistrement et timbre		80	
État civil	1 004	329	
Hôpital (HUG)			
Instruction publique	8	95	10
Justice et police	64	151	
Office cantonal de la population		527	141
Notaires	1 615		
Pouvoir judiciaire			57
Procès criminels	1 589		
Registres du Conseil	134		
Archives privées	378	233	
Microfilms	204		
Bibliothèque (hors libre-accès)	524		
Autres	2 024	259	
Total des documents communiqués	7 544	2 653	208

ANNEXE 3.2. CONSULTATION ET RECHERCHES EN LIGNE

Site internet : www.ge.ch/archives	
Pages vues	Visiteurs uniques du site
83 751	65 570

Base de données en ligne <i>Adhémor</i> : https://ge.ch/arvaegconsult					
Visites: total	Visites: moyenne mensuelle	Images numérisées consultées: total	Images numérisées consultées: moyenne mensuelle	Pages consultées: total	Pages consultées: moyenne mensuelle
30 316	2 526	1 233 454	102 787	1 583 292	131 941

ANNEXE 4. VERSEMENTS ADMINISTRATIFS

Les AEG ont reçu des services de l'administration près de 45.2 mètres linéaires et 4.27 Go d'archives.

ANNEXE 4.1. AUTORITÉS LÉGISLATIVES

Service du Grand Conseil : 10 plans annexés aux lois : n° 12163, Troinex (2018va001) ; n° 12221, Satigny (2018va002) ; n° 12161, Bardonnex (2018va008) ; n° 12200, Vernier (2018va022) ; n° 12320, Collonge-Bellerive (2018va023) ; n° 12127, Vernier (2018va024) ; n° 12126, Bellevue (2018va025) ; n° 11999, Genève, section Eaux-Vives (2018va028) ; n° 11976, Avusy (2018va029) ; n° 12271, Lancy (2018va030).

ANNEXE 4.2. AUTORITÉS JUDICIAIRES

Néant.

ANNEXE 4.3. AUTORITÉS EXÉCUTIVES ET ADMINISTRATION

DÉPARTEMENT PRÉSIDENTIEL (PRE)

Chancellerie : annuaire électronique de l'État 2017, 0.7 Mo (2018va019).

Direction de l'intérieur : divers discours de conseillers d'État sur la période 2004-2014, 0.2 ml (2018va012) ; dossier lié à l'élaboration du Règlement pour l'organisation du Conseil d'État de la République et Canton de Genève (RCE), du 25 août 2005, 0.1 ml (2018va014) ; mémorial arménien au parc Trembley/Petit-Saconnex, 2014-2016, 0.05 ml (2018va015) ; historique et documentation en lien avec la tour Baudet, 0.01 ml (2018va016).

Archives d'État de Genève : approche juridique et historique sur la forme et les possibilités de modifications des armoiries de la Ville de Genève, document daté du 10 décembre 1980, par W. Zurbuchen, archiviste d'État, 0.01 ml (2018va017).

Service de surveillance administrative et financière des communes : rapport d'inspection des mairies, 1934-1967, 0.1 ml (2018va010).

DÉPARTEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ (DES)

Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) : échantillonnage des autorisations d'exploitation et de vente d'alcool, échantillonnage géographique et qualitatif, avec type d'autorisations : café restaurant / buvette / dancing / hôtel : pour le centre-ville rive droite, le centre-ville rive gauche, les communes rive droite et les communes rive gauche, produites par le service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir, 1905-1999, 1 ml (2018va026).

Instance LAVI : Dossiers d'indemnisation pour les frais découlant d'une infraction et/ou d'une réparation pour tort moral (procédure pénale, procédure médicale, courrier divers, ordonnance (décision), requête, PV audience, ordre de paiement, solvabilité de l'auteur de l'acte), 1993-2008, 17.8 ml, (2018va006)

Hospice général : Dossiers de bénéficiaires ASOC (Aide sociale) et AMIG (aide aux migrants) : journaux Dossiers de bénéficiaires ASOC (Aide sociale) et AMIG

(aide aux migrants, aucun dossier identifié pour ce versement) fermés années paires: dossier complet Dossiers de bénéficiaires Enfants placés: dossier complet, 1976-2003, 17.4 ml, (2018va011).

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (DIP)

Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle – FASE : dossiers personnels des jeunes soutenus par l'Unité d'assistance personnelle – UAP, dossiers ouverts en 2008-2010, 0.4 ml (2018va003).

Service d'autorisation et surveillance des lieux de placement : dossiers de surveillance des familles d'accueil, 2 ml (1936-1984).

Service d'orientation scolaire et professionnelle : échantillon des dossiers d'entretien des conseillers de l'Orientation scolaire et professionnelle ouverts durant l'année scolaire 2010-2011, 5.4 ml (2018va005).

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE (HUG)

Échantillon des épisodes de soins (EdS) des Hôpitaux universitaires genevois (HUG) pour l'année 2004, 2.6 Go (2017va005) ; échantillon des épisodes de soins (EdS) des Hôpitaux universitaires genevois (HUG) pour l'année 2005, 1.6 Go (2018va007).

ANNEXE 5. AUTORISATIONS DE DESTRUCTION

Les AEG ont autorisé la destruction de quelque 855,22 mètres linéaires d'archives administratives.

ANNEXE 5.1. AUTORITÉS LÉGISLATIVES

Néant.

ANNEXE 5.2. AUTORITÉS JUDICIAIRES

Grefe de l'assistance juridique (GAJ) : dossiers de procédures civiles et pénales non sélectionnées pour échantillon historique, 2007-2008, 53 ml.

Cour de justice – Cour de droit public (CDP) : dossiers de procédures cotés ACCR (=Arrêts Commission cantonale de recours) et ARTAS (=Archives Tribunal cantonal des assurances sociales), non retenues comme échantillon historique, années 2003-2005, 16.5 ml.

Cour de justice – Cour de droit public (CDP) : dossiers de procédures cotés ARTA (=Archives Tribunal administratif) non retenues comme échantillon historique, années 2005-2006, 29 ml.

ANNEXE 5.3. AUTORITÉS EXÉCUTIVES ET ADMINISTRATION

DÉPARTEMENT PRÉSIDENTIEL (PRE)

Néant.

DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'AGRICULTURE (DETA)

Direction générale de l'agriculture et de la nature : acquisition de matériel : cotisations et abonnements annuels, bulletins de livraison, réquisitions ; pièces de caisse : quittances, notes de frais, indemnités du personnel, clients – copies factures et ordres de facturation ; dégrèvement ; correspondance générale (chrono) ; récépissés des recommandés sortants ; rapports organismes divers « classeurs AGIR » (coupures de presse) ; budget de fonctionnement et d'investissement (élaboration du projet de budget) ; comptes bancaires « UBS », « BCGe », « BVR » et « CCP » ; créations de tiers (fournisseurs et clients) (factures entrantes) ; fournisseurs – approvisionnement (factures entrantes) ; tiers subventionnés et comptes courants (factures entrantes) ; situation des comptes mensuels ; ordres de transfert de charges et de produits (OTCP) ; débiteurs, 1997-2007.

Service de géomatique et organisation de l'information : contrôle horaire, récapitulatifs ; formation du personnel ; factures fournisseurs ; notes de frais ; budget du service ; économat ; commandes clients ; correspondance ; CSSI, 2001-2011 (27 ml).

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (DIP)

Centre de formation professionnelle santé et social – CFPS, École d'assistantes et assistants médicaux : 6 boîtes d'archives contenant les dossiers des étudiantes diplômées (hors lettre B) nées avant 1953, 0.72 ml.

Haute École de santé – HEdS : établissements de Champel et des Caroubiers : pièces comptables 1973-2007 ; doublons des dossiers des RH, 2010-2017 ; dossiers de vacataires ponctuels, 1972-2007 ; dossiers d'étudiants refusés, 1979-2015 ; dossiers des locataires des foyers Champel et Dumas, 1996-2004, 53 ml.

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ (DS)

Direction des finances police (anc. service financier police) : documents comptables produits et reçus par le service dans le cadre de son activité, notamment la facturation des levées de corps (2007), les émoluments de police (2007), les pièces de caisse ou encore les bordereaux récapitulatifs des mandats de dépense (2007), 1998-2010, 18 ml.

Service des contraventions (SDC) : documents comptables produits et reçus par le service dans le cadre de son activité, notamment des avis de paiement CCP (2006), des relevés mensuels des frais de poursuites hors canton (2006) et des annonces des paiements tardifs aux communes (2006), 2006 et 2014, 60 ml.

Secteur de la documentation (SDOC) : documents d'opération reçus par le service dans le cadre de son activité, soit les bulletins d'hôtel, 2012, 15 ml.

Service des évacuations : documents produits et reçus par le service dans le cadre de son activité, notamment les biens repris par le locataire (2014) ou les dossiers de vente aux enchères (2006), 2006 et 2014, 4 ml.

Service cantonal des objets trouvés (SCOT) : documents comptables produits et reçus par le service dans le cadre de son activité, notamment les feuilles d'objets trouvés (2006 à 2011), les dossiers de vente aux enchères (2006) et les donations à l'Armée du Salut, La Calebasse, Réalise (2006 à 2011), 2006-2011, 3 ml.

DÉPARTEMENT DES FINANCES (DF)

Division des personnes physiques : déclarations fiscales des personnes physiques (un échantillon est conservé), 2007, 60 ml.

Service du contentieux : pièces comptables, 2007, 10 ml.

Administration des finances de l'État : factures fournisseurs et débiteurs, documents comptables, 2007, 30 ml.

Office du personnel de l'État : directives, réponses d'analyse, 2004-2016, 2 ml.

Inspection cantonale des finances : correspondance et documents de travail relatifs aux audits internes, 1997-2007, 34 ml.

DÉPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES (DI)

Secrétariat général, service des finances : notes de frais, factures, bordereaux de paiement, OTCP ; budget des services ; comptes, 1999-2008 (110 ml).

RENTES GENEVOISES

Documents comptables, 2006, 10 ml.

TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS (TPG)

Direction générale, service juridique : VVST et convention chômage (correspondance, calcul de prime et factures de prime RC et choses), 2002-2005.

Dossiers contentieux extra-judiciaires ; avis de sinistre et avis d'agression, 2007-2015.

Finances et gestion : pièces de caisse (quittances, tickets, produits du transport cumul (nombres d'abonnements, de cartes journalières vendus) ; livre de caisse, pièces de CCP ; extraits de comptes ; pièces bancaires ; factures entrantes liées à la comptabilité fournisseurs ; ordres de paiement ; factures sortantes liées à la comptabilité clients (hors factures liées aux immobilisations) ; rappels ; décompte TVA (demandes de remboursement de l'impôt anticipé) ; situation périodique des comptes (bouclage des comptes mensuels) ; situation à la demande (analyse des comptes généraux, liste des postes clients non soldés) ; virements numérotés et non numérotés ; contrôle des salaires, 2006-2007.

Dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus, 1999-2013.

Ressources humaines : mise au concours d'un poste, offres d'emploi, candidatures ; candidatures non retenues (emplois fixes, stages), réponses négatives ; relevé quotidien des horaires ; états de présence mensuels ; gestion des temps, requêtes, modification repos vacances ; requêtes de paiement, primes, décomptes spéciaux (piquets neige, technique, etc.) ; avis de crédit de temps heures supplémentaires, tableau des heures supplémentaires ; données salariales ; élaboration du budget du personnel ; centres de coût ; dossiers étudiants d'été ; demandes formations ; mutations mensuelles, avis de mutation ; formalités administratives, entrées, sorties, personnes détachées, mutations ; notes d'information sur les mutations de personnel ; documents de travail (1996-2004) ; projet groupe accueil 2000 ; projet SAP-Module RH ; bons de commande, bons de commande médecin conseil ; documentation ; travaux de contraintes ; subventions pour les sociétés et clubs de loisir, 1980-2007.

Statistiques décomptes des absences mensuelles ; enquêtes trimestrielles du département des finances et contributions sur les salaires versés en vue des prévisions de recettes fiscales ; enquêtes sur les salaires et traitements d'octobre de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) ; élaboration du budget du personnel ; dossiers du personnel sorti en 2007, après échantillonnage ; bulletins reçus pour la votation du personnel sur les horaires des conducteurs ; correspondance générale ; jubilaires de 1999 : liste et correspondance y relative, 1982-2004.

Exploitation : dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus, dossiers d'appels d'offres interrompus, 1998-2014.

Infrastructures & bâtiments : dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus, 2006-2012.

Documentation ; commission de coordination des travaux en sous-sol (CCTSS) ; demande de plan de réseau TPG ; séances de l'équipe arrêts ; séances installations ; séances ingénierie véhicule ; dossiers de chantiers – devis, 2005-2012.

Marketing, ventes & communication : dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus, 2007-2012.

Observations clients ; constats et surtaxes, 2007.

Technique : entretien des bâtiments ; consommation en énergie des sous-stations ; factures ; demande de mise en stock ; réservation de stock ; inventaire des immobilisations ; inventaire des fournitures magasin ; bons de commande ;

offres des soumissionnaires non retenus ; documentation scientifique et technique ; budgets, plannings et bilans de la division technique ; avis d'absence ; PV des séances du bureau technique ; séances suivi des activités, planning et études ; fonctionnement des ateliers, rapports et PV ; copies de notes d'information ; documentation relative à des déplacements organisés ; expositions, salons, séminaires, journées d'information, etc. ; correspondance et copie-lettres ; projets, tests ; ordres de travail, demandes d'études et de travail ; relevés du tachygraphe des véhicules de service ; dossier bornes info-bus (rapports intervention, plans, etc.) ; équipement des véhicules en information voyageurs ; dossiers distributeurs de titres de transport ; planning des études techniques ; planning du bureau technique ; planning déménagement et avancement travaux ; planning des travaux ; documents techniques des véhicules ; dossiers opérationnels des véhicules électriques ; dossiers opérationnels des véhicules thermiques ; rapports de contrôle des véhicules de lignes ; bons de carburant, kilomètres parcourus par type de véhicules ; fiabilité des véhicules par séries ; statistiques des pannes ; adhésion Union internationale des transports publics (UITP) ; résultats et statistiques de la division technique ; planning et inscription aux formations techniques ; postes à pourvoir, mise au concours de postes techniques et liste des candidatures, 1975-2009.

Bons de commande et demandes d'achats ; bons rapides ; bulletins de livraison ; rapport de gestion d'activité émission, 2007.

Dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus ; dossiers d'appels d'offres interrompus ; documentation scientifique, technique ou nécessaire au processus décisionnel, 1994-2014.

Systèmes d'information et télécommunications : dossiers de l'adjudicataire ; offres des soumissionnaires non retenus, 1997-2013.

(160 ml).

ANNEXE 6. ENTRÉES DE PROVENANCE PRIVÉE

ANNEXE 6.1. DONS ET DÉPÔTS

ARCHIVES DU CANTON D'APPENZELL RHODES-INTÉRIEURES

Lot d'une douzaine de cartes postales genevoises, 1904-1937, 0.01 ml (2018/014).

Familles BUSCARLET et MARTIN-DU PAN

Archives « Marie-Jeanne Buscarlet et Raymond Martin-du Pan », archives et papiers familiaux, 1826-2008, 4.2 ml (2018/006).

FONDATION GUSTAVE ADOR

Correspondance personnelle de Gustave Ador avec des proches, 1891-1928, 0.01 ml (2019/019).

Collection GOLAY-BIANCO

Lettres autographes classées par noms de familles, grandes familles genevoises ; documents relatifs à la période française ; correspondance de « maisons de commerce » genevoises et notamment de sociétés de lampes, lampisterie et textile, 1600-1900 (Archives privées 557).

HOLY TRINITY CHURCH

Archives de l'Église anglaise (anglicane) de Genève, *Holy Trinity Church*, comprenant les procès-verbaux du conseil de paroisse, des assemblées générales, la correspondance, la comptabilité, les registres des baptêmes, les éléments liés à la construction, à l'orgue, au chœur et aux différentes activités de la paroisse, 1814-2008, 12 ml (2018/018).

Robert RIEDEL

Archives de R. Riedel, Genevois né en Roumanie, pasteur de la Paroisse suisse-allemande de Genève et collaborateur à *La Vie protestante*, 0.01 ml (2018/005).

SOCIÉTÉ DES ENFANTS DE MARIE

Registre de la Société des enfants de Marie de la paroisse d'Hermance. Courts procès-verbaux des séances pour la période 1888-1925, 0.01 ml (2018/003).

Famille VAUTIER

Albums de famille comprenant des reproductions de photographies, correspondance et autres documents retraçant l'histoire de la famille Vautier à Genève depuis le XVIII^e siècle, 2017, 0.01 ml (2018/008).

Christophe VUILLEUMIER

Collection de documents rassemblés autour des champignonnières de Lancy, 1934-2010, 0.1 ml (2018/013).

Jacques WOLF

Collection de cartes postales constituée par Jacques Wolf, sur le lac Léman, Genève et ses bateaux à vapeur et à moteur, 1900-2000, 0.01 ml (2018/007).

ANNEXE 6.2. ACHATS ET ÉCHANGES

ANNEXE 6.3. DONS DE MANUSCRITS HISTORIQUES

4 documents ont été ajoutés à la collection des Manuscrits historiques :

De **Yann GAUD**, reproduction des armoiries de la famille Gaud du Grand-Saconnex (Ms hist. 265.1).

Du **Docteur GIL-ASSAL**, ses mémoires (Ms hist. 1016).

De **Barbara ROTH-LOCHNER**, *Bibliothèque de Genève : le Département des manuscrits et des archives privées en mai 2016 : un bilan, mai 2016* (Ms hist. 1011).

De **Paul SUTERMEISTER**, *Sutermeister family register*; étude généalogique (Ms hist. 1012).

ANNEXE 7. BIBLIOTHÈQUE

ANNEXE 7.1. DONS D'IMPRIMÉS

Olivier BARDE ; Flavio BORDA D'ÁGUA ; Pascal BRIDEL ; Philippe COET ; Christine CORTHAY ; Conan DE WILDE ; Yvette DEVELEY ; Éric DUNANT ; Anouk DUNANT GONZENBACH ; Roger DURAND ; Sébastien FARRÉ ; Olivier FATIO ; Pierre FLÜCKIGER ; Anette FREYTAG ; Ghislain GAGNON ; Christophe GRODECKI ; Caroline GUIGNARD ; Othman HAMAYED ; Ghislain LANCEL ; Thomas LANGE ; Yves MATHIEU ; Cyrille MEYER ; Marc NICOLE ; Cédric NOIR ; Jeannine OLSON ; Alex PETRACHKOV ; Robert Pictet ; Michel PORRET ; Véronique PROBST NOIR ; Thierry RIBALDONE ; Roger ROSSET ; Catherine SANTSCHI ; René SPECHT ; Roger STAUFFENEGGER.

Académie chablaisienne ; Académie suisse des sciences humaines et sociales ; Association pour l'étude de l'histoire régionale (AEHR) ; Aéroport international de Genève ; Agri Genève ; Archiv für Zeitgeschichte der ETHZ ; Archives cantonales vaudoises ; Archives de famille Pictet ; Archives départementales de la Haute-Savoie ; Archives Jura Brüscheiler ; Archives littéraires suisses ; Arolard ; Association des ami(e)s de la Police genevoise ; Association des amis du Bureau central d'aide sociale ; Association de banques privées suisses ; Association des étudiants en histoire générale ; Association des étudiants en sciences de l'Université de Genève ; Association des intérêts de Plainpalais ; Association du musée militaire genevois ; Association en faveur de l'aéroport de Genève-Cointrin (AGC) ; Association genevoise du Musée des tramways (AGMT) ; Association Go out ; Association pour la sauvegarde du Léman ; Association pour la sensibilisation au développement durable à Genève ; Association pour le bateau *Genève* ; Atelier Descombes Rampini ;

Banque cantonale de Genève ; Bibliothèque de Genève ; Bibliothèque nationale suisse ; Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel ; Bureau central d'aide sociale ;

Carrefour-Rue ; Centre généalogique savoyard – Antenne parisienne ; Centre LAVI de Genève ; Centre social protestant ; Cercle albanais-meyrinois (par François Beuret) ; Chambre de commerce et d'industrie de Genève ; Chambre genevoise immobilière ; Chancellerie fédérale ; Château de Prangins ; Clinique des Grangettes ; Collège Calvin ; Comédie de Genève ; Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL) ; Communes d'Anières, d'Avully, d'Avusy, de Bellevue, de Bernex, de Cartigny, de Chêne-Bougeries, de Chêne-Bourg, de Choulex, de Collonge-Bellerive, de Cologny, de Corsier, de Dardagny, de Genthod, de Gy, de Jussy, de Meinier, de Meyrin, de Pregny-Chambésy, de Presinge, de Puplinge, de Satigny, de Soral, de Thônex, de Troinex, de Vandoeuvres, de Vernier, de Versoix, de Veyrier, du Grand-Saconnex ; Compagnie de 1602 ; Conservatoire et jardin botaniques ; Contrôle fédéral des finances ; Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) ; Coop région Suisse romande ; Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) ; CPEG ;

Département d'histoire générale de l'Université de Genève ; Département des sciences de l'Antiquité de l'Université de Genève ; Département fédéral des affaires étrangères, division Nations-Unies et organisations internationales ;

École instrument de paix (par Mme Prindezis) ; Éditions Droz ; Église protestante de Genève ; Église protestante de Genève – Région Salève ; Établissements publics pour l'intégration (EPI) ;
 Faculté de théologie de l'Université de Genève ; Fédération des associations d'architectes et d'ingénieurs de Genève (FAI) ; Fédération genevoise de coopération ; Fédération des entreprises romandes ; Fondation Aigues-Vertes ; Fondation des Archives de l'ancien Évêché de Bâle ; Fondation des archives de la famille Pictet ; Fondation des Clefs de Saint-Pierre ; Fondation Foyer-Handicap ; Fondation Max van Berchem ; Fondation « Pour l'avenir » ; Fondation pour le droit de l'art ; Fondation Simón I. Patiño ; Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève ; Fonds de soutien à l'édition ; Fonds national suisse pour la recherche scientifique ; Forum Meyrin ; Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde ; Generaldirektion der Staatlichen Archive Bayerns ; Genève humanitaire ; Groupe de confiance protection de la personnalité ;
 HES-SO Genève ; Hôpitaux universitaires de Genève ; Hospice général ; Institut national genevois ; Institut suisse pour l'étude de l'art ;
 La Bâtie Festival ; La Coulou ; La Main tendue ; La Salévienne ; Librairie Jullien ; Lombard, Odier et Cie ;
 MAMCO ; Mémoires d'ici ; Memoriav ; Musée d'ethnographie de Genève ; Muséum d'histoire naturelle ; Musée d'histoire des sciences ; Musée international de la Réforme ; Musée national suisse ; Musées d'art et d'histoire de Genève ;
 NMB Nouveau Musée Bienne ;
 Office de communication, d'information et de relations publiques (OCIREP) ; Office de promotion des produits agricoles de Genève (OPAGE) ; Office fédéral de la protection de la population, PBC ; Office fédéral de la statistique ;
 Parti libéral-radical genevois ; Paul Sacher Stiftung ; Plurality Press SA ; PRO, entreprise sociale privée ; Pro Helvetia ; Pro Senectute Genève ; Probatimma ; Prolitteris ; Publi-Annonces SA ;
 RegioSuisse ; Rentes genevoises ;
 SBB Historic ; Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents LAA (SSAA) ; Services industriels de Genève (SIG) ; Société académique de Genève ; Société coopérative d'habitation ; Société des arts ; Société des Vieux-Grenadiers ; Société genevoise d'utilité publique ; Société genevoise de généalogie ; Société genevoise de spéléologie ; Société genevoise en faveur des protestants disséminés ; Société pédagogique genevoise ; Société privée de gérance ; Staatsarchiv Appenzell Innerrhoden, Basel-Stadt, Bern, Luzern, Zürich ; Zug ; Stadtarchiv Zürich ; Swissmem ; Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) ; Syndicat suisse des services publics ;
 Théâtre de Carouge ; Théâtre du Grütli ; Théâtre Saint-Gervais Genève ; Ticino Management ; Touring Club suisse Genève (TCS) ; Transports publics genevois (TPG) ;
 Université de Fribourg ; Université de Genève ; Université de Genève – Service de coordination de la Division scientifique de l'information ; Université du 3^e âge ;
 ViaStoria ; Ville de Carouge ; Ville de Genève – Secrétariat général, – Service du Mémorial du Conseil municipal ; Ville de Lancy ; Ville d'Onex.

ANNEXE 7.2. VERSEMENTS D'IMPRIMÉS PAR L'ADMINISTRATION CANTONALE

Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques ; Chancellerie d'État ; Commission d'urbanisme ; Commission de gestion du pouvoir judiciaire ; Département de la sécurité et de l'économie ; Direction du développement urbain ; Direction de la mensuration officielle ; Direction générale de l'agriculture et de la nature ; Direction générale des finances de l'État ; Direction générale du budget de l'État ; Genève internationale ; Groupe de confiance ; Office cantonal de la statistique (OCSTAT) ; Office cantonal des transports ; Office de l'urbanisme ; Office de la promotion économique ; Office du patrimoine et des sites ; Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence ; Secrétariat général du département de la sécurité et de l'économie (DSE) ; Secrétariat général du Grand Conseil ; Service cantonal de protection de l'air ; Service de l'information et de la communication du DETA ; Service de la législation ; Service de la recherche en éducation (SRED) ; Service des affaires extérieures ; Service des loisirs de la jeunesse ; Service des votations et élections ; Service du Mémorial du Grand Conseil.